



ROBERT PICKTON
 Coupable du meurtre non prémédité de six femmes
 Page A 3

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 281

LE LUNDI 10 DÉCEMBRE 2007

88¢ + TAXES = 1\$



MURDANI USMAN REUTERS

Des centaines d'écologistes ont formé hier un globe terrestre sur la plage de Kuta, à Bali, envoyant à leur façon un message aux participants à la conférence sur les changements climatiques.

Climat: optimisme prudent à Bali

Plusieurs dossiers progressent et l'après-2012 prend forme

LOUIS-GILLES FRANÇEUR

À mi-chemin de la conférence de Bali sur les changements climatiques, le grand patron du Secrétariat exécutif de la convention internationale et du protocole de Kyoto, Yvo de Boer, s'est dit hier «optimiste» quant à la possibilité d'atteindre ses principaux objectifs d'ici vendredi, et ce, malgré les résistances de grands pays comme les États-Unis et le Japon et les

intérêts souvent divergents de petits et grands pays en développement.

D'ici mercredi, alors que s'amorcera la partie politique de la conférence, qui réunira à Bali plus de 130 ministres de l'Environnement, Yvo de Boer estime que le mandat de négociation de la période «post-2012» du protocole de Kyoto aura commencé à prendre forme.

Le ministre canadien de l'Environnement, John

Baird, fera d'ailleurs partie du groupe. Il s'est envolé hier pour Bali, en avance sur plusieurs de ses collègues, sans doute pour contrer la mauvaise publicité que lui font les écologistes et la présence du chef de l'opposition et ancien président de la conférence de Montréal sur le climat, Stéphane Dion.

En conférence de presse, Yvo de Boer a dit espérer que les plénipotentiaires des différents pays «vont chercher à élaborer une entente qui définira les grandes lignes

d'un futur pacte international sur le climat». L'allusion visait assez clairement le cartel de la résistance, États-Unis-Japon-Canada, qui tente de saborder les efforts de l'Europe pour mobiliser le reste de la communauté

VOIR PAGE A 8: BALI

■ Dalton McGuinty réclame des cibles fixes pour le Canada, page A 3

Le Cinéma

Beaubien aura deux autres salles

ODILE TREMBLAY

Le Cinéma Beaubien, dans le quartier Rosemont-Petite-Patrie, héritera de deux salles supplémentaires, qui devraient être inaugurées à l'automne 2008, a appris *Le Devoir* de source sûre. L'une comptera 50 sièges, la seconde 90. Ces deux salles, au second étage de l'immeuble, accessibles par ascenseur et escalier, seront localisées dans les anciens bureaux occupés jusqu'à l'an dernier par le Groupe Popcorn.

Le Cinéma Beaubien gérera déjà trois salles au rez-de-chaussée. Le projet comporte également une rénovation générale de ces aires d'origine: de nouveaux fauteuils et

VOIR PAGE A 8: CINÉMA

Techniques de reproduction

Coûteux siège social fédéral à Vancouver

Les dirigeants de Procréation assistée Canada accumulent les dépenses pour aller travailler dans un bureau fantôme

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — La décision du gouvernement fédéral d'implanter à Vancouver plutôt qu'à Ottawa la nouvelle agence Procréation assistée Canada coûte cher aux contribuables. La présidente, établie dans la capitale, doit se rendre à Vancouver à répétition pour y travailler et y tenir des rencontres du conseil d'administration, accumulant au coup les factures de déplacement.

Procréation assistée Canada a été officiellement mise en place au début de l'année 2006, et son conseil

d'administration a été nommé à la veille de Noël la même année. L'agence a pour mandat de faire appliquer les nouveaux règlements balisant la pratique des cliniques de fertilité au pays, des règlements qui se font toujours attendre. L'agence fonctionne donc au ralenti. Elle n'a, par exemple, utilisé que 0,14 % de son budget de l'année financière s'étant terminée le 31 mars 2007, soit la maigrelette somme de 134 000 \$. Les comptes de dépenses, par contre, sont plus copieux.

Ainsi, le conseil d'administration s'est réuni à Vancouver quelque part entre le 24 et le 26 juin 2007. Les

frais de déplacements et d'hébergement ont totalisé au minimum 12 500 \$. Ces frais incluent seulement le déplacement du président du conseil d'administration, l'ex-premier ministre conservateur de la Nouvelle-Écosse John Hamm, d'une employée de Santé Canada et de la réunion de 25 personnes au très branché Pacific Palisades Hotel de Vancouver. Il faut ajouter à cette somme les frais de la présidente de l'agence, Elinor Wilson, que l'on ne peut qu'estimer à environ

VOIR PAGE A 8: VANCOUVER



ARCHIVES REUTERS

BOURSES

Montréal et Toronto annonceraient leur fusion aujourd'hui

■ À lire en page A 4

INDEX

Announcements	B 2	Idées	A 7
Avis publics ..	B 6	Météo	B 4
Convergence ..	B 7	Monde	B 1
Culture	B 8	Mots croisés ..	B 5
Décès	B 2	Religions	B 6
Économie	A 5	Sudoku	B 6
Éditorial	A 6	Télévision	B 7

L'ENTREVUE

Voyages au bout de la guerre

La journaliste du Nouvel Observateur Sara Daniel décrit sa couverture de grands conflits

CLAUDE LÉVESQUE

Journaliste au *Nouvel Observateur*, Sara Daniel a pris la décision peu après le 11 septembre 2001 de devenir reporter de guerre. Un choix naturel, explique-t-elle en entrevue. «Depuis que j'ai décidé de pratiquer le journalisme, j'ai toujours été passionnée par l'international et la géopolitique», dit-elle, ajoutant ceci: «Ça m'intéressait de tester mes limites et de voir si je pouvais y arriver.»

Ses affectations la mènent en Afghanistan où, dès l'automne 2001, la mort de deux collègues lors d'une offensive des talibans la place devant un choix aussi simple que difficile — continuer ou renoncer —, puis en Irak, où une dizaine de voyages faits entre mars 2003 et le début de 2006 la mettent en présence d'une «incroyable barbarie».

Sara Daniel a signé l'an dernier un livre sur son expérience en Irak intitulé *Voyage to a Stricken Land*. La version française, publiée aux Éditions du Seuil, porte le titre de *Voyage au pays d'al-Qaïda*. C'est un éditeur américain, Arcade Publishing, qui l'a sollicitée après avoir pris connaissance d'un reportage sur un attentat commis contre un avion de la société de messageries DHL. Sara Daniel avait reçu une vidéo de cette attaque de la part d'un insurgé. La maison d'édition vou-



MICHELLE BANCILHON

Sara Daniel

lait «un récit avec plus de notes personnelles, qui répond à la question: qu'est-ce que c'est que d'être mère de famille et reporter de guerre?».

Sara Daniel explique que le plus difficile, dans ce métier, est de «s'en remettre psychologiquement». «Sur le coup, on évacue ses pensées personnelles. Tous les morts, c'est terrible, mais on s'habitue; de mois en mois, on s'aperçoit que des interlocuteurs ont disparu, dit-elle. Après coup, on est obsédé par les images qu'on a vues. Aujourd'hui, je sursaute quand un pneu éclate. Des odeurs ou certaines autres choses peuvent me rappeler des souvenirs.»

Même si ses reportages ont fait le tour du monde, Sara Daniel n'a pas l'impression d'avoir «recherché des scoops». «Je trouvais très important de couvrir l'Irak, même si j'ai parfois eu l'impression de toujours faire le même reportage: la guerre civile, le nettoyage communautaire dans les quartiers.»

À chaque voyage, l'Irak est devenu plus dangereux. «Les pratiques de la guérilla radicale deviennent de plus en plus barbares, et la réaction des Américains est de plus en plus marquée par la méfiance et le mépris», note-t-elle. D'ailleurs, les directions des journaux sont devenues plus réticentes à dépêcher des reporters en Irak tandis que le gouvernement français a exercé des pressions pour les en empêcher à la suite de prises d'otages. Depuis le début de 2006, Sara Daniel a surtout «couvert» l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran.

VOIR PAGE A 8: DANIEL

ACTUALITÉS

DANIEL

SUITE DE LA PAGE 1

Une radicalisation de la guérilla

La reporter a été une des rares journalistes d'Occident à se rendre à Fallouja, en mars 2004, quand les corps calcinés de quatre employés de la société américaine Blackwater ont émis de la page té pendus sur un pont par une foule en colère. L'incident a donné lieu à une offensive américaine particulièrement meurtrière et a coïncidé avec la radicalisation de la guérilla irakienne.

«C'était après une traversée de l'Irak du sud au nord, raconte-t-elle. Nous étions à Bagdad quand nous avons entendu parler du lynchage. Nous sommes allés à Fallouja, croyant devoir franchir plusieurs postes de contrôle, mais il n'y en avait pas. Quand nous avons demandé notre chemin, nous étions déjà au centre de la ville et nous avons vu la scène.»

«Je fais mon travail sans prendre de risques démesurés, mais chaque petite entrevue en Irak ressemble à un reportage de guerre», poursuit-elle, reconnaissant avoir parfois été trop téméraire. Par exemple lorsqu'elle a réalisé une interview avec un bras droit d'Abou Moussab al-Zarqawi, le chef d'al-Qaïda en Irak, aujourd'hui décédé: «C'était le début des décapitations d'otages. Je préparais cette rencontre depuis des mois. De fil en aiguille et de recommandation en recommandation, je me suis trouvée dans une mosquée tenue par un cheikh qui coordonnait les activités des membres d'al-Qaïda. Il n'y avait plus moyen de reculer. On m'a reconduite d'une personne à l'autre. L'entrevue a été très intense. J'en suis sortie très dégoûtée.»

En Irak, Sara Daniel a rencontré des gens d'origines et d'affiliations politiques et religieuses différentes. «J'ai voulu confronter les points de vue de tous, les chiïtes, les sunnites, les Kurdes.»

Les deux côtés de la guerre

La journaliste a aussi joué le jeu du reporter «*embedded*» au sein de l'armée américaine, une expérience qu'elle qualifie de «*passionnante*».

«L'armée américaine joue un jeu incroyable de transparence, dit-elle. Du coup, on sympathise avec les soldats [...], qui sont conscients des erreurs» commises dans le cadre de cette guerre.

«L'armée exerce peut-être plus de pressions sur les médias électroniques américains», ajoute-t-elle après un moment de réflexion.

Sara Daniel a gardé le contact avec certains soldats américains, qu'elle a revus après leur retour aux États-Unis, afin d'écrire sur le stress post-traumatique et sur les difficultés de réinsertion dans la vie civile. «En 2004, on ne parlait pas d'eux comme on le fait aujourd'hui», note-t-elle.

«Aux États-Unis, on a aimé le fait que j'ai couvert les deux côtés de la guerre et que je n'ai pas essayé d'accabler l'armée américaine», dit-elle en parlant des réactions que son livre, qui mêle les analyses sur une guerre qui constitue «une erreur totale» et les témoignages personnels, a suscitées dans ce pays. Elle a tout de même essuyé les reproches d'un officier qui l'a accusée de partialité pour avoir relaté un peu trop fidèlement un entretien qu'il avait eu avec des maires de villages irakiens.

Le lieu de tous les extrémismes

La fille de Mme Daniel venait d'avoir deux ans quand celle-ci a pris la décision de couvrir les conflits en Afghanistan puis en Irak. Elle en a huit aujourd'hui. «Elle est assez contente de ce que je fais parce qu'elle le raconte toujours: ça ne doit pas la déranger», dit Sara Daniel. «Quand je suis partie la première fois, elle était toute petite, mais, aujourd'hui, je pars pour des périodes moins longues, pas plus de 10 à 15 jours quand c'est possible.»

Être femme reporter «en Irak, c'est plutôt mieux, sauf que [le chef chiite radical] Moqtada al-Sadr n'a jamais voulu parler à des femmes journalistes. Le même problème se pose parfois avec les talibans. Mais le fait d'être femme m'a permis de me déguiser: à Najaf, en plein soulèvement, j'ai pu me promener en restant voilée», ajoute Sara Daniel, qui se prête à l'entrevue avec la simplicité qui caractérise son livre, écrit à la première personne mais sans jamais tomber dans le narcissisme.

Sara Daniel a rencontré en Irak plusieurs membres de la guérilla radicale, dont elle a essayé de comprendre les motivations. «Un moment fondateur, c'est souvent un moment d'humiliation; des situations où les gens ont ressenti ou vécu des injustices, personnellement, comme cet homme qui s'est fait casser le bras lors d'un contrôle routier alors qu'il n'avait rien fait», dit-elle lorsqu'on lui demande de tracer un profil du combattant irakien.

Comment l'Irak est-il devenu le lieu de tous les extrémismes? «Sous le règne de Saddam Hussein, on n'avait pas vu al-Qaïda, qui était l'ennemi juré», explique-t-elle. Mais «l'intervention a créé un tel vide et a donné lieu à un tel appel au djihad, comme ce fut le cas pour l'Afghanistan et la Bosnie, qu'al-Qaïda a commencé à s'infiltrer. La guérilla n'est pas toute constituée de membres d'al-Qaïda mais de gens qu'al-Qaïda a transformés. Petit à petit, l'élève a dépassé le maître.»

Le Devoir

Rectificatifs

Une malencontreuse erreur d'inattention nous a fait changer, à la Une de notre cahier Livres-Cadeaux, le prénom de la romancière Isabelle Gaumont qui publie *Subordonnée* chez Hurtubise-HMH. Dans ce deuxième roman racontant l'histoire d'une téléphoniste sans réelle ambition travaillant au service de crédit d'une grande entreprise multinationale. On voudra bien nous excuser.

Une malencontreuse coquille a transformé, tant à la une qu'en page A-5, le titre de notre article traitant des liens politiques de la firme Busac, paru dans notre première édition du vendredi 7 décembre 2007. Plutôt que le PLC du titre, il fallait bel et bien lire

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

SUITE DE LA PAGE 1

internationale derrière un pacte destiné à stopper à 2 degrés centigrades la hausse du climat durant le présent siècle, pour éviter qu'il ne devienne carrément hors de contrôle.

Pour y arriver, a-t-il précisé, un comité «*restreint*» de ministres représentatifs des forces politiques et économiques en présence devrait être constitué cette semaine pour se saisir du premier projet d'accord, élaboré au cours de la dernière semaine par les hauts fonctionnaires qui ont précédé les ministériels. Ce texte, loin d'être définitif, contient entre parenthèses toutes les propositions, les alternatives et les grands choix présentement sur la table.

C'est le texte de base qui devrait être l'objet des pourparlers formels à compter de ce matin au sein du Ad Hoc Working Group (AHWD), la principale table de négociation où s'élabore ce qu'on appelle déjà le «*mandat de Bali*», s'il finit par voir le jour.

Yvo de Boer et les grands groupes écologistes présents à Bali ne s'attendent pas à ce que les 192 pays qui ont ratifié la Convention sur les changements climatiques et les 176 qui ont ratifié le protocole de Kyoto se donnent d'ici vendredi des objectifs de réduction de leurs gaz à effet de serre (GES) pour la période 2012-2020.

Cette conférence, de l'avis général, constituera un véritable succès si elle détermine un processus de négociation fonctionnel, susceptible d'ici la fin de 2009 d'accoucher d'une stratégie internationale de lutte contre les changements climatiques, qui prendrait le relais des objectifs de réduction de la première phase du protocole de Kyoto.

Cette première phase (2008-12) ne contraint à des réductions réglementaires que les 36 pays industrialisés de l'annexe B du protocole. Les émissions historiques de ces pays expliquent l'essentiel de la hausse de la concentration du carbone atmosphérique, laquelle provoque le réchauffement en cours.

Le principal enjeu de la négociation de Bali consiste précisément à créer un cadre général pour que ces pourparlers accouchent d'une deuxième phase de réductions (2012-2020) qui impliquerait aussi, quoique de manière différente, les pays émergents ou en développement. D'autres pays devront dévoiler leurs couleurs, comme les États-Unis qui sont responsables de plus du tiers des concentrations de carbone atmosphérique mais qui boudent toujours l'effort international avec le Canada dans leur sillage.

D'autres enjeux

L'état-major de l'ONU craint de voir les négociations

BALI

s'enliser à ce stade-ci dans des modalités techniques.

Ainsi, certains pays proposent d'élaborer des normes internationales de réduction, applicables à tous, selon des échéanciers variables dans le temps, comme dans le cas du protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone. D'autres maintiennent qu'il est plus souple de s'en tenir à des objectifs nationaux, qui tiennent compte des particularités de chacun.

Pour Yvo de Boer, il s'agit de questions prématurées, qu'il faut reléguer à la fin des pourparlers, l'essentiel étant de réaliser des progrès concrets dans les dossiers déjà sur la table.

En effet, la rencontre de Bali, qui réunit dans la capitale indonésienne plus de 10 000 personnes, dont des milliers de représentants de groupes écologistes, approfondit plusieurs dossiers sur lesquels des progrès réels auraient été accomplis au cours des derniers jours, selon le patron de la lutte contre le réchauffement.

Ainsi, Yvo de Boer a-t-il fait état hier de «*progrès*» dans le dossier de l'«*adaptation*» aux changements climatiques, dans celui des transferts technologiques et dans la «*capacité de réponse*» aux perturbations du climat. Pour les plus petits pays en développement, les programmes onusiens permettant de développer une capacité de réponse à la brusquerie et à l'intensité des changements en vue — on pense par exemple aux inondations et aux tornades de plus en plus fréquentes et dévastatrices — constituent l'unique bouée à court terme d'un problème dont ils ne sont pas responsables.

Pour l'ONU, la protection des forêts primaires, que l'on coupe dans l'hémisphère Sud autant qu'en forêt boréale canadienne, constitue une double priorité. Ces coupes systématiques libèrent d'importantes quantités de carbone. Par contre, non seulement la protection de ces forêts sera bénéfique pour la planète, mais elle pourrait aussi rapporter des investissements importants de la part des pays occidentaux, qui pourraient financer la protection de ces forêts par l'achat de crédits d'émissions ou financer la modernisation industrielle de ces mêmes pays par des transferts technologiques et des investissements majeurs.

Selon Yvo de Boer, «*la nécessité d'offrir aux pays en développement des incitatifs pour générer des réductions d'émissions constitue un impératif incontournable pour eux, tout autant que la reconnaissance de leur rôle actuel*» dans la lutte contre le réchauffement. Le financement de ces aides va cependant constituer un défi que la conférence de Bali n'a pas encore abordé vraiment, faute de temps, a-t-il dit.

Obstacles à la négociation

Pour Yvo de Boer, le principal défi de la conférence repose néanmoins sur «*des discussions substantielles sur les objectifs et principes qui doivent encadrer les discussions après Bali*».

Ces pourparlers, a-t-il affirmé, sont déjà bien orientés par l'accord de principe intervenu plus tôt cette année avec plusieurs pays industrialisés en vue de préparer Bali. On y a évoqué la nécessité de réduire de 25 à 40 % les émissions de GES des pays industrialisés d'ici 2020 pour contenir la hausse du climat à 2 degrés centigrades.

La Chine, l'Inde et le Brésil accepteraient vraisemblablement de discuter de modes moins contraignants de réductions si les pays occidentaux, États-Unis en tête, acceptaient de s'engager à fond dans des réductions contraignantes substantielles. Mais les États-Unis ne semblent pas prêts à s'engager dans cette voie, du moins tant que l'administration Bush occupera la Maison-Blanche, ce qui pourrait en inciter plusieurs à retarder la véritable négociation après le changement de garde prévu à la Maison-Blanche, tout comme cela vient de se produire en Australie, qui vient de se joindre à l'effort international après avoir boudé pendant des années le protocole de Kyoto.

Le Canada dit qu'il n'acceptera aucun objectif contraignant si Washington et Pékin n'en font pas autant. Mais d'ici un an, le Canada pourrait bien devenir le seul pays de la planète à boudier l'effort international, ce qui réduirait à néant le peu de réputation qui lui reste en matière d'environnement depuis qu'il a fait avorter la conférence de Carthagène sur les OGM et qu'il refuse de signer le protocole finalement arraché malgré son opposition. Quant au Japon, qui craint de voir ses principaux concurrents bénéficier de règles moins sévères, il aligne pour l'instant sa position sur la leur.

L'existence de deux voies de négociation parallèles réduit aussi l'efficacité des pourparlers.

Les 36 pays de l'annexe B du protocole de Kyoto doivent en principe jeter à Bali les bases du prolongement de la période de réductions au sein du «*Ad Hoc Working Group*» et conclure leurs discussions avant la fin de 2009. Mais les 140 autres signataires du protocole peuvent faire aboutir leur réflexion un an plus tard, une position dont la Chine ne démord pas. Les pays émergents peuvent ainsi attendre de voir ce que les pays industrialisés vont se donner comme fardeau de réductions avant de s'impliquer eux-mêmes dans la bataille du climat.

Le Devoir

CINÉMA

SUITE DE LA PAGE 1



Le Cinéma Beaubien possède un des meilleurs taux d'occupation au Québec.

la climatisation du hall modifiée pour mieux répondre aux normes.

Aujourd'hui, la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, qui investit en capitalisation dans le projet (sans remboursement de capital), annoncera la nouvelle du chantier en conférence de presse, en précisant quelles sommes seront versées dans l'avenir. La Corporation du cinéma Beaubien, propriétaire de l'édifice, absorbera la différence.

Rappelons que le Cinéma Beaubien, ancienne propriété de Cineplex Odéon, alors appelé Dauphin, avait failli fermer ses portes, quand la chaîne avait périclité au début du millénaire. Repris en septembre 2001 par la Corporation du Cinéma Beaubien, une entreprise d'économie sociale, sous la direction générale de Mario Fortin, celle-ci a su prouver qu'un cinéma de quartier, présentant des œuvres de qualité, pouvait être populaire et rentable. À l'origine, une somme

de 1,2 million de dollars avait été investie pour rénover les salles. Mais le jeu en valait la chandelle.

Le Beaubien possède un des meilleurs taux d'occupation (il dépasse 30 %) dans la province. Parfois, jusqu'à sept films roulent au cours d'une semaine sur trois écrans. Les salles supplémentaires permettront de multiplier les séances, de présenter davantage de productions, mais aussi de garder des œuvres à l'affiche plus longtemps, lorsque la demande est encore forte. Jusqu'à maintenant, des films porteurs devaient être sacrifiés après trois semaines, à cause de l'infatigable roulement des nouveautés. Le Beaubien conservera son apparence et sa vocation actuelle, sans se déguiser un petit mégaplex, mais en répondant encore davantage aux besoins de sa clientèle de quartier. Dans un an, tout le projet d'agrandissement et de rénovation sera terminé.

Le Devoir

VANCOUVER

SUITE DE LA PAGE 1

4000 \$, ceux-ci étant inclus dans un total de plus de 15 000 \$ pour un voyage d'affaires qui comprenait un séjour en Europe.

Mais il y a plus que les réunions du conseil d'administration. L'agence étant officiellement basée à Vancouver, ses dirigeants s'y rendent pour y travailler à l'occasion, résidant alors à l'hôtel et mangeant dans les restaurants. Entre le 1^{er} mars et le 30 mai, M. Hamm et Mme Wilson ont facturé pour près de 19 000 \$ à cette fin. Ainsi, Elinor Wilson a travaillé à Vancouver du 6 au 13 avril (5400 \$). Le mois suivant, elle et M. Hamm ont assisté à une conférence de trois jours à Nanaimo et en ont profité pour faire «*du travail à partir du bureau de Vancouver*» quelques jours (13 300 \$).

Des locaux fantômes

En consultant les registres d'employés, on constate que l'agence ne compte que deux employés en Colombie-Britannique, dont un adjoint administratif, contre neuf à Ottawa. Selon Travaux publics, l'agence occupe un local de 446 mètres carrés à Vancouver détenu par le secteur privé et coûtant 124 155 \$ par an. Les locaux d'Ottawa occupent le double (838 m²) et coûtent, avec le stationnement, 200 000 \$.

Le conseil d'administration, en poste depuis près d'un an, provient de partout au pays, mais des onze personnes qui y siègent, une seule vit à Vancouver. Les autres proviennent principalement (cinq) d'Ottawa ou Toronto et de Nouvelle-Écosse (deux). Une personne vient de Montréal, une de Winnipeg et une autre, nommée seulement en septembre dernier, d'Edmonton.

C'est l'ancien gouvernement libéral qui avait décidé d'implanter l'agence Procréation Assistée Canada à

Vancouver, dans la circonscription du ministre de la Santé de l'époque, Ujjal Dosanjh. M. Dosanjh n'a pas voulu parler au *Devoir* à ce sujet, mais, lors d'une rencontre impromptue dans les corridors du Parlement la semaine dernière, il avait fait valoir que toutes les agences gouvernementales ne devraient pas être basées uniquement à Ottawa. «*Il n'y avait pas d'agence nationale à Vancouver, et nous avons aussi une masse critique de savoir*», avait-il expliqué. Il avait ajouté que les télécommunications modernes permettaient les téléconférences, par exemple.

Réviser une loi inexistante

L'existence de l'agence commence, en soi, à créer la controverse. C'est qu'elle est censée faire appliquer une réglementation qui n'existe toujours pas. En mars 2004, le Canada a voté une loi encadrant pour la première fois l'industrie de la fertilité (fécondation in vitro, dons de sperme, mères porteuses, etc.). Cette loi devait être accompagnée d'une réglementation touffue, mais *Le Devoir* a révélé à l'automne 2005 une lenteur anormale dans son élaboration. Santé Canada avait promis que tout serait terminé à la fin de 2007 ou au début de 2008. Ce moment est arrivé et... la réglementation n'a pas avancé d'un iota.

Aucun nouveau règlement n'a été dévoilé depuis. La loi, par exemple, interdit de payer les donneurs de sperme, mais permet de rembourser leurs dépenses légitimes. Lesquelles? On ne le sait toujours pas. La loi n'est donc pas appliquée. La loi devait limiter le nombre d'embryons pouvant être transplantés dans l'utérus d'une femme pour éviter les grossesses multiples, risquées et coûteuses. Combien? On l'ignore encore. La loi n'est donc pas appliquée. La loi devait limiter le nombre d'enfants créés avec le sperme d'un même donneur. Trois ou 30? Encore là, silence et la loi n'est donc pas appliquée. Quatre ans après son

adoption, la Loi sur la procréation assistée est pour ainsi dire sans effet. Aucune amende n'a été imposée même si les cliniques de fertilité persistent à rémunérer les donneurs de sperme.

À Santé Canada, on promet que l'ébauche de ces règlements mythiques devrait être dévoilée au printemps prochain. Si cette fois l'échéancier est respecté, cela signifie qu'ils n'entreraient en vigueur qu'en... 2010. Six ans après l'adoption de la loi. L'ironie, c'est que le Parlement avait prévu une révision statutaire de cette loi en 2009. La loi sera donc révisée avant d'être entrée en vigueur!

Dans ce contexte, plusieurs se demandent pourquoi avoir créé tout de suite l'agence Procréation assistée Canada. La présidente, Elinor Wilson, défend ce choix. «*Nous développons notre savoir-faire en parallèle avec la réglementation*», explique-t-elle en entrevue avec *Le Devoir*. Ainsi, l'agence met en place ses «*infrastructures*» pour appliquer les futurs règlements. «*Si nous avions attendu que la réglementation soit terminée, nous aurions eu du rattrapage à faire*».

Elle refuse de commenter la lenteur de Santé Canada. Le seul règlement en vigueur est celui obligeant les cliniques de fertilité à obtenir le consentement écrit des donneurs de sperme ou d'ovules avant leur utilisation. Ce règlement plutôt simple a été dévoilé il y a plus de deux ans, mais n'est entré en vigueur qu'il y a 10 jours.

Mme Wilson justifie aussi sa présence à Ottawa plutôt qu'à Vancouver. «*Nous savions que nous aurions besoin d'une présence à Ottawa près des responsables des politiques, des communications et des agences centrales. Mais nous bâtissons notre équipe à Vancouver et, lorsque les règlements seront terminés, nous pourrions graduellement déménager nos activités vers Vancouver*».

Le Devoir

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333

Par télécopieur 514-985-3360

Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399

Par télécopieur 514-985-3390

Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344

Par télécopieur 514-985-3340

Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322

Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355

du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30

Par télécopieur 514-985-5967

Par courrier abonnements@ledevoir.com

Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346

Par télécopieur 514-985-3390